

DEPARTEMENT de HAUTE-SAVOIE

**Communauté de communes
de
Rumilly Terre de Savoie**
PROTECTION du CAPTAGE de BROISE
à RUMILLY
ENQUÊTES CONJOINTES PRÉALABLES
à la
DÉCLARATION d'UTILITÉ PUBLIQUE et PARCELLAIRE

Enquête Publique n°E19000437/38
du lundi 7 septembre au vendredi 2 octobre 2020 inclus

arrêté du Préfet de Haute-Savoie
du 15 juillet 2020

Rapport du Commissaire Enquêteur

DOCUMENT 1

Rapport du Commissaire Enquêteur
sur
les enquêtes publiques conjointes
préalables à
la déclaration d'utilité publique et parcellaire

Philippe Jacquemin
Commissaire enquêteur
104 chemin de la Vilette
74540 Mûres



Le présent rapport concerne les enquêtes publiques conjointes - préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire, pour la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection du captage de Broise sur la commune de RUMILLY - diligentée par le Préfet de HAUTE-SAVOIE. Le maître d'ouvrage du projet – la Communauté de commune de Rumilly Terre de Savoie - est assisté par la société TERACTION,

Il fait suite à :

- la désignation du Commissaire Enquêteur par le Tribunal Administratif de Grenoble (décision n° E19000437/38 du 3 janvier 2020),
- l'arrêté d'ouverture d'enquêtes de Monsieur le Préfet de Haute-Savoie - ARS/DD74/2020-42 du 15 juillet 2020 - précisant les modalités de l'enquête publique,
- l'enquête publique ouverte du lundi 7 septembre au vendredi 2 octobre 2020 inclus, conformément aux prescriptions de l'arrêté visé ci-dessus.

Avertissement : Le présent document est intitulé « **Rapport du Commissaire Enquêteur - DOCUMENT 1 – Rapport du Commissaire Enquêteur sur les enquêtes publiques** ». Il est indépendant du rapport, sur les conclusions motivées du commissaire enquêteur sur l'enquête publique intitulé, « **Rapport du Commissaire Enquêteur - DOCUMENT 2 – Conclusions motivées et avis du Commissaire Enquêteur** » qui fait l'objet d'un document distinct joint au rapport global.

Le **DOCUMENT 1 du rapport d'enquête** est divisé en cinq parties :

1^{ère} Partie : Contexte et objet de l'enquête

2^{ème} Partie : Organisation et déroulement de l'enquête

3^{ème} Partie : Clôture de l'enquête

4^{ème} Partie : Observations du public

5^{ème} Partie : Conclusions du commissaire enquêteur sur le déroulement de l'enquête

et,

une liste des documents annexés au présent rapport.

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 2 sur 25

Sommaire du DOCUMENT 1

1^{ère} Partie : Contexte et objet de l'enquête	4
Préambule	4
1/Présentation du projet	4
2/Situation géographique	4
3/Objet de l'enquête	5
4/Cadre juridique	6
5/Nature et caractéristiques du projet	6
6/Estimation de l'investissement	7
7/Maître d'ouvrage	7
8/Composition du dossier	7
2^{ème} Partie : Organisation et déroulement de l'enquête	8
1/Désignation du commissaire enquêteur	8
2/Modalités de l'enquête	8
3/Concertation préalable	9
4/Affichage réglementaire	10
5/Insertions dans la presse	10
6/Notification de l'enquête parcellaire	10
3^{ème} Partie : Clôture de l'enquête	11
1/Clôture	11
2/Classement des observations	11
3/Notification du procès-verbal de synthèse et du mémoire en réponse	11
4^{ème} Partie : Observations du public	11
1/Analyse des observations du public et des réponses du maître d'ouvrage	11
2/ Analyse des questions complémentaires du commissaire et des réponses du maître d'ouvrage	16
3/Synthèse des analyses	22
5^{ème} Partie : Conclusions du commissaire enquêteur sur le déroulement de l'enquête	23
1/Rappel succinct du projet	23
2/Commentaires du commissaire enquêteur sur le déroulement de l'enquête	23
3/Conclusions sur l'opportunité et le déroulement de l'enquête	24
Liste des annexes	24

1^{ère} Partie : Contexte et objet de l'enquête

Préambule

La Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie assure la compétence d'alimentation en eau potable des 18 communes qui la composent.

Aussi, la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie, par délibération en date du 24/06/19, a approuvé le projet de dérivation des eaux et d'instauration des périmètres de protection du captage de Broise à Rumilly, destiné au renforcement de son alimentation en eau potable. Elle a demandé l'organisation de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet ainsi que de l'enquête parcellaire conjointe.

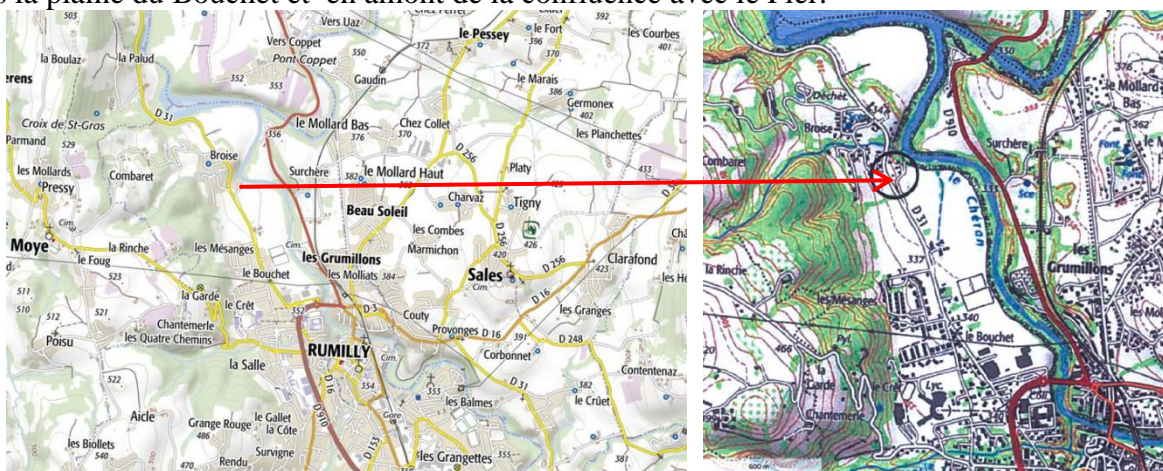
Le préfet de Haute-Savoie a prescrit l'ouverture d'enquête par l'arrêté ARS/DD74/2020-42 du 15/07/20 (qui a remplacé l'arrêté ARS/DD74/2020-14 du 04/02/20).

1/Présentation du projet (extraits du mémoire descriptif)

Le captage de Broise est exploité depuis 1947. La procédure engagée correspond à la régularisation administrative pour autoriser la dérivation des eaux, acquérir par voie d'expropriation - à défaut d'accord amiable - les terrains nécessaires à la création du périmètre de protection immédiate et de grever de servitudes légales les terrains compris à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée. La Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie, par sa délibération (24/06/19), s'est engagée à indemniser les usagers des eaux, lésés par la dérivation, et à créer les ressources nécessaires à l'opération, ainsi qu'à l'entretien et à la surveillance des ouvrages des périmètres.

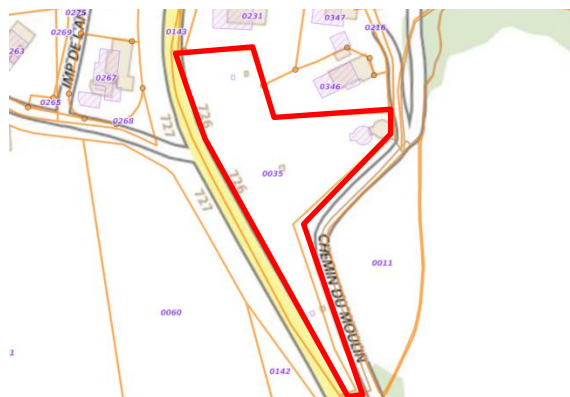
2/Situation géographique

Le captage de Broise est implanté au Nord de l'agglomération de Rumilly en rive gauche du Chéran dans la plaine du Bouchet et en amont de la confluence avec le Fier.



Le point d'eau est constitué par un champ captant de 3 puits connectés, profonds de 5,60 m, dont l'eau s'écoule, par gravité, vers une station de pompage construite, à proximité, sur une bache d'accumulation.

L'ensemble des ouvrages est implanté sur la parcelle A35, propriété de la commune de Rumilly. La totalité de la parcelle constitue le périmètre de protection immédiate du captage de Broise.



Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

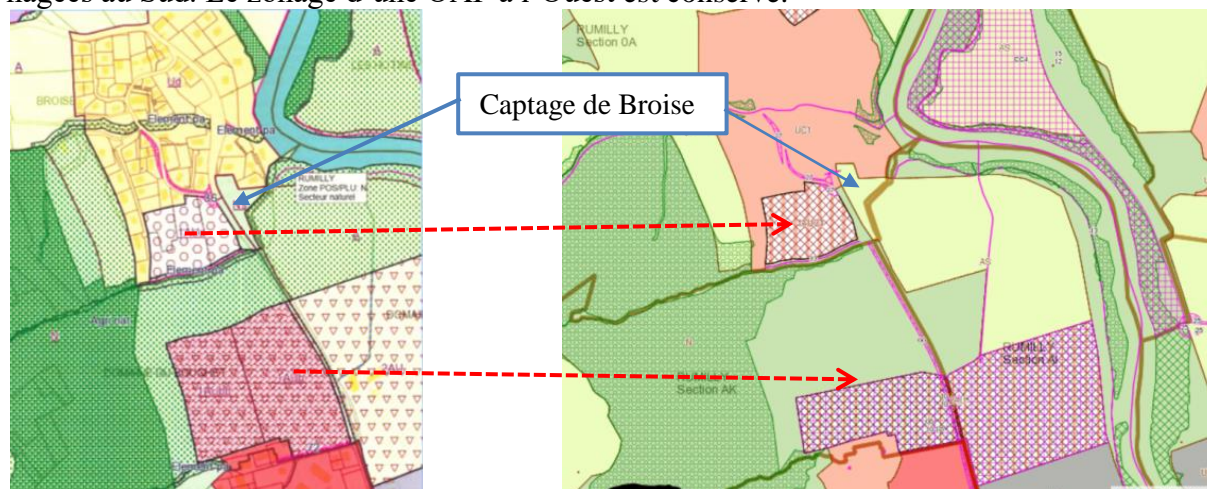
page 4 sur 25

Les ouvrages sont proches : d'une zone pavillonnaire au Nord et à l'Est ; de la RD31 au Nord et d'espaces agricoles à l'Ouest et en bordure du Chéran.



Le PLU de Rumilly, approuvé le 31/10/13 (dernière modification approuvée le 03/07/17), envisageait la possibilité de construire au Nord et à l'Ouest de la zone de captage.

Le PLUi, arrêté le 03/06/19 et approuvé le 03/02/20, a réduit les surfaces susceptibles d'être aménagées au Sud. Le zonage d'une OAP à l'Ouest est conservé.



Extrait PLU figurant dans la note explicative

PLUi en vigueur

3/Objet des enquêtes conjointes

L'arrêté de Monsieur le Préfet de Haute-Savoie ARS/DD74/2020-14 prescrit des enquêtes conjointes :

- l'une sur l'utilité publique de la dérivation des eaux et instauration des périmètres de protection du captage de Broise situé sur le territoire de la commune de Rumilly en vue de l'alimentation en eau potable de la Communauté de communes RUMILLY TERRE de SAVOIE ;
- l'autre parcellaire, destinée à la recherche des propriétaires, titulaires de droits réels et des autres intéressés.

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 5 sur 25

Le public est appelé à consigner ses observations sur l'utilité publique de l'opération projetée et les conséquences de la dérivation des eaux.

4/Cadre juridique

Les demandes relèvent de l'article L1321-2 et L1321-3 du Code de la Santé Publique relatif à l'instauration des périmètres de protection des captages destinés à l'alimentation humaine (articles R1321-1, 6, 7 et 13). Le Code de l'Environnement motive également l'enquête de Déclaration d'Utilité Publique (DUP). Il s'agit de : l'article L211-1 relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ; les articles L214-1 à L214-6 relatifs aux régimes d'autorisation ou de déclaration et l'article L215-13 sur la dérivation des eaux souterraines non domaniales.

La création de servitudes porte atteinte au droit de propriété en restreignant l'usage. A ce titre, elles doivent être déclarées d'utilité publique au terme d'une procédure d'enquête publique dans les formes fixées aux articles L123-1 à L123-19 et R123-51 à R123-27 du Code de l'Environnement ainsi qu'aux articles L11-2 à L11-7 et R11-1 à R11-14 du Code de l'Expropriation.

L'enquête parcellaire vise à déterminer l'emprise foncière du projet et ses éventuelles expropriations ainsi que la recherche des propriétaires et éventuels ayant-droits. Comme la DUP, elle est également régie par les articles : 545 du Code Civil ; L11-1 à L11-8, L12-1 à L13-2 et R11-18 et suivants du Code de l'Expropriation.

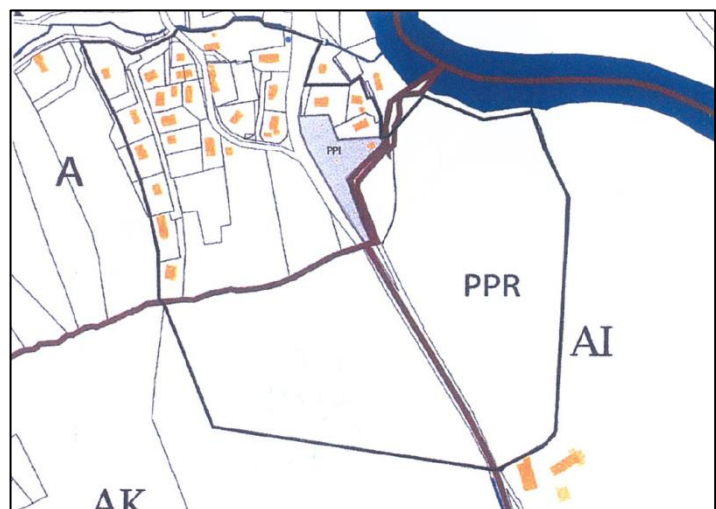
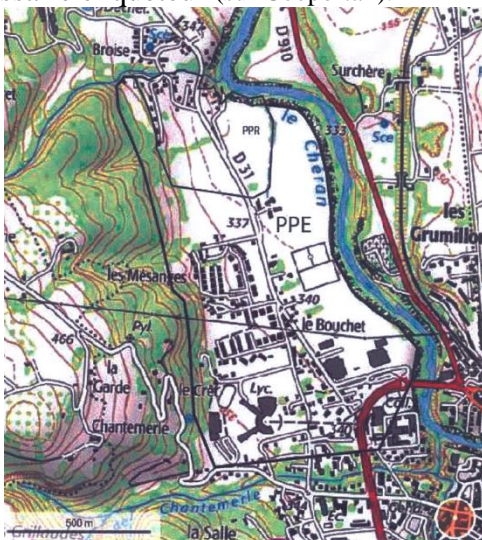
5/Nature et caractéristiques du projet

Nature du projet : Le projet faisant l'objet de la présente enquête publique conjointe porte sur la protection du captage de Broise à Rumilly. Le point d'eau, créé en 1947, a fait l'objet d'un premier rapport géologique en 1997 avec un dossier de consultation des services en 2005. La procédure a été arrêtée. Un rapport complémentaire a été établi en 2007 pour caler les préconisations du PLU communal mais, en 2009, la commune a souhaité suspendre la procédure en l'attente des résultats du schéma directeur d'eau potable, engagé par la communauté de communes.

La procédure actuelle repose sur le rapport géologique établi en 2018 (Marc Dzikowshi 04/10/18) qui constitue la pièce 23 du dossier soumis à l'enquête.

Caractéristiques : Le point d'eau est constitué de 3 ouvrages de captage qui se déversent dans une bache surmontée d'une station de pompage. L'ensemble se trouve sur la parcelle A35 (4.060 m²), appartenant à la commune de Rumilly, retenue dans sa totalité comme périmètre de protection immédiate.

La surface du périmètre de protection rapprochée représente 17 ha dont 11 ha de surfaces agricoles. La surface du périmètre de protection éloignée est estimée à 0,7 km², soit 700.000 m², par le commissaire enquêteur (sur Geoportail).



Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 6 sur 25

Sur la base de l'appréciation de la vulnérabilité de la ressource (page 9 de l'avis en pièce 23), l'hydrogéologue agréé énonce les prescriptions proposées dans le périmètre de protection immédiate (pages 9-10 de l'avis en pièce 23) ; dans le périmètre de protection rapprochée (pages 10-13 de l'avis en pièce 23) et dans le périmètre de protection éloignée (page 14 de l'avis en pièce 23).

Les prescriptions s'appliquent aux parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée. La construction est interdite dans le périmètre de protection rapprochée excepté pour la zone 1AUd, visée dans le PLU, située à l'Ouest immédiat du captage au-delà d'une distance de 60 m des ouvrages.

L'apport de fertilisants organiques et minéraux, l'usage de phytosanitaires, le stockage d'engrais... sont des interdictions spécifiques à l'exploitation agricole.

Des interdictions à portée générale sont proposées : extension de construction, assainissement, rejets d'eaux usées, création d'aménagements susceptibles d'engendrer des pollutions...

Pour la RD31, il est préconisé de s'assurer du devenir des eaux pluviales et « *d'être attentif à tout incident survenant sur la route. En cas de déversement accidentel de produits susceptibles de contaminer les eaux souterraines, les dispositions nécessaires devront être prises afin de s'assurer de la qualité des eaux distribuées* » (page 13 de l'avis en pièce 23) .

6/Estimation sommaire des dépenses

Le coût global des dépenses (pièce 22 du dossier) est estimé à 127.270 € TTC (107.725 € HT) dont 90.225 € HT de travaux de mise en conformité et 17.500 € de frais annexes. A cet estimatif, est ajoutée une somme à valoir de 40.000 € pour les frais d'instauration des périmètres de protection au niveau foncier et agricole.

7/Maître d'ouvrage du projet

La communauté de communes de Rumilly Terre de Savoie - domiciliée 3, place de la Manufacture BP 69 - 74152 Rumilly Cedex - porte la demande. Le maître d'ouvrage est représenté par : Monsieur Jean-Pierre LACOMBE, vice-président. Les interlocuteurs du commissaire enquêteur au sein de la collectivité ont été Monsieur F.CLOT du service urbanisme de la mairie de Rumilly où était déposé le dossier d'enquête et Monsieur Y.DELABROSSE responsable du service eau-assainissement à la communauté de communes.

L'ARS a assisté à la visite des lieux et à la discussion qui a suivi.

Monsieur Dominique FLEURENT, du cabinet TERACTION, assistant à maître d'ouvrage, a réalisé le dossier d'enquêtes et participé aux réunions.

8/Composition du dossier

Le dossier comprend 1 volet administratif et 2 autres volets consacrés l'un à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre à l'enquête parcellaire.

Volet administratif

- pièce 11 – Délibération de la collectivité
- pièce 12 – Arrêté d'ouverture d'enquête
- pièce 13 – Certificat d'affichage
- pièce 14 – Insertions dans la presse

Volet d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique

- pièce 21 – Notice explicative
- pièce 22 – Estimation des dépenses
- pièce 23 – Rapport géologiques
- pièce 24 – Analyse(s) d'eau
- pièce 25 – Avis des services consultés
- pièce 26 – Plan de situation
- pièce 27 – Certificat de dépôt
- pièce 28 – Registre d'enquête

Département de Haute-Savoie : *Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie*

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

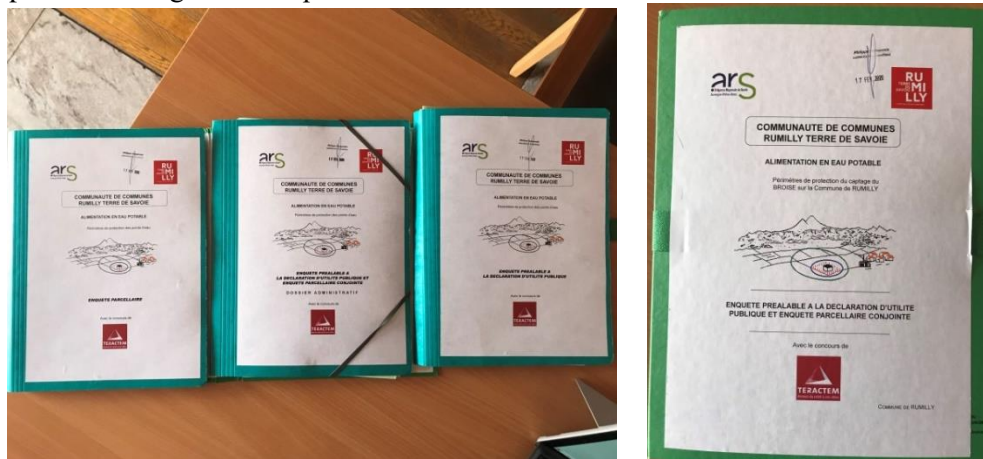
Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 7 sur 25

Volet d'enquête parcellaire

- pièce 31 – Plans parcellaires
- pièce 32 – Etat parcellaire
- pièce 33 – Certificat de dépôt
- pièce 34 – Registre d'enquête



2^{ème} Partie : Organisation et déroulement de l'enquête

1/Désignation du commissaire enquêteur

Par lettre adressée à Monsieur le Président du tribunal administratif de Grenoble, enregistrée le 18/12/19, l'Agence Régionale de Santé, délégation de la Haute-Savoie, demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet : « *Enquête préalable à la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection du captage de Broise sur la commune de Rumilly (Haute-Savoie).* »

Par décision n°E19000437/58, en date du 3 janvier 2020, Monsieur le Président du tribunal administratif nous a désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique précitée.

2/Modalités de l'enquête

Rôle du commissaire enquêteur : Le commissaire enquêteur a participé à la détermination de la durée de l'enquête ainsi qu'à la définition du nombre de permanences, de leurs dates en mairie de Rumilly, siège de l'enquête.

La coordination s'est effectuée par le biais de la société TERACTEM, assurant au maître d'ouvrage, de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie. Suite à la publication de l'arrêté préfectoral du 04/02/20 (ARS/DD74/2020-14) et de l'avis d'ouverture de l'agence régionale de santé du 04/02/20, une 1^{ère} rencontre s'est tenue le 17/02/20 dans les locaux de TERACTEM à ANNECY.

Une réunion préparatoire, fixée le 23/03/20 avec les représentants de l'ARS, de la Communauté de Communes et de TERACTEM en mairie de Rumilly, a été annulée du fait de l'instauration de la période de confinement consécutive à la pandémie de la COVID-19. Le 20/05/20, il était proposé d'organiser l'enquête conjointe du 29/06 au 24/07 ou du 01/07 au 31/07.

La collectivité a préféré décaler au mois de septembre le déroulement de l'enquête conjointe. Une proposition a été faite par le biais de TERACTEM, le 24/06, qui a été amendée puis validée, le même jour, par le commissaire enquêteur.

L'arrêté préfectoral et l'avis d'ouverture d'enquête conjointe de l'Agence Régionale de Santé, datés du 15/07/20, nous ont été adressés par courriel le 20/07/20.

Département de Haute-Savoie : *Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie*

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 8 sur 25

Détail des modalités fixées par l'arrêté d'ouverture d'enquête : Le siège de l'enquête conjointe a été fixé dans l'arrêté du 15/07/20 à la mairie de la commune de RUMILLY. L'arrêté d'ouverture précise :

Article 1 : l'objet de l'enquête

Article 2 : l'identité du commissaire enquêteur

Article 3 : la mise à disposition du public du dossier à la mairie de RUMILLY - du lundi 07 septembre 2020 à 8 h 30 au vendredi 02 octobre 2020 à 16 h 30, soit durant 26 jours consécutifs – et le détail des permanences assurées : le lundi 07/09/20 de 9 h à 12 h ; le vendredi 18/09/20 de 13 h 30 à 18 h 30 et le vendredi 02/10/20 de 9 h à 12 h,

Les observations pouvaient être adressées par écrit à l'attention du commissaire enquêteur en Mairie de RUMILLY

Article 4 : dans le délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur rendra son rapport d'enquête et ses conclusions motivées

Une copie du rapport et des conclusions sera déposée en mairie de RUMILLY et adressée au service environnement et santé de la délégation départementale de Haute-Savoie de l'ARS Auvergne Rhône-Alpes.

Articles 5 et 6 : les modalités du déroulement de l'enquête parcellaire

Article 7 : la notification du dépôt du dossier aux propriétaires

Article 8 : la publicité de l'avis d'enquête (affiches, insertions presse, site de la préfecture...)

Article 9 : la consultation du dossier

Article 10 : le rappel de la publication de l'arrêté selon le code de l'expropriation (articles L311-1 à L311-3 et R311-1)

Article 11 : les personnes chargées de l'exécution de l'arrêté.

Visite des lieux : A la demande du commissaire enquêteur, une visite des lieux de captage a été programmée le 23/09/20. Ont participé : Madame Aurore FERAL de l'ARS, Monsieur Yvonnick DELABROSSE de la Communauté de Communes, Monsieur Dominique FLEURENT du cabinet TERACTION. La visite a été suivie d'une discussion au cours de laquelle le commissaire enquêteur a exprimé sa compréhension du dossier et les questions qu'il se posait à ce stade et qu'il était susceptible de formaliser dans son procès-verbal de synthèse, en complément des observations déposées par le public.

Aucun compte rendu de la rencontre n'a été diffusé par la communauté de communes.



Vues de la zone de captage et de la station de pompage le 23/09/20

3/Concertation préalable

Le projet n'a pas donné lieu à une concertation organisée du public. La Chambre d'Agriculture a été chargée de l'évaluation des impacts agricoles liés à l'instauration des périmètres de protection du captage de Broise (rapport phase 1 de juillet 2019). Le document ne figure pas dans le dossier soumis à l'enquête. Il a été diffusé en annexe du mémoire en réponse du maître d'ouvrage.

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 9 sur 25

4/Affichage réglementaire

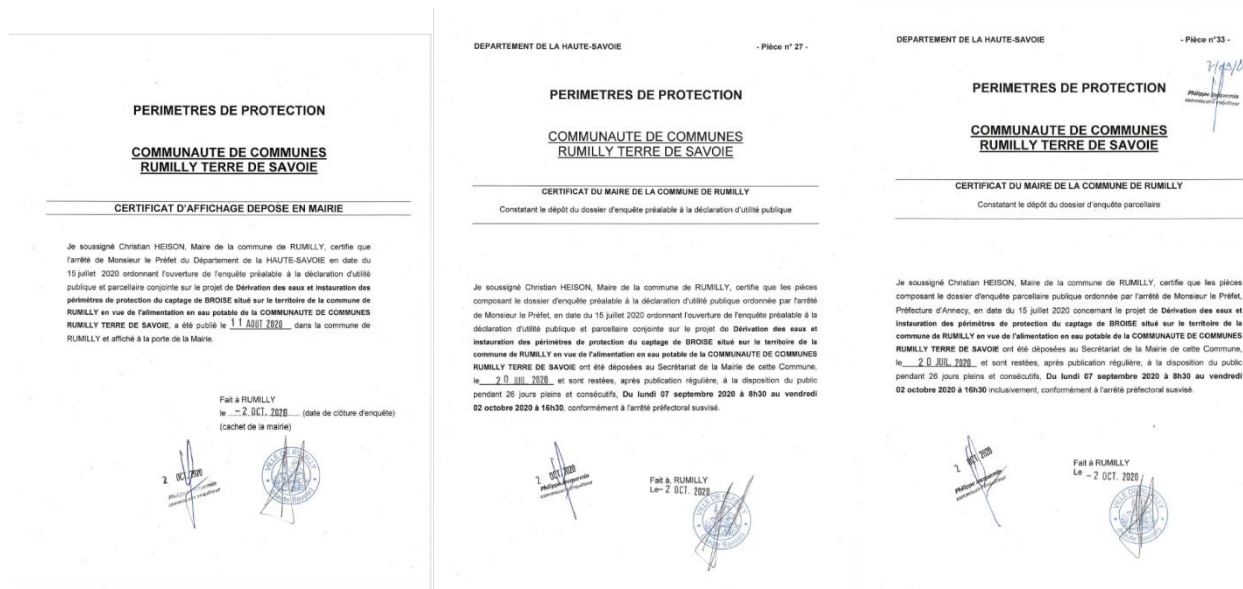
L'avis d'enquête a été affiché 15 jours au moins avant le début de l'enquête - et pendant toute la durée de celle-ci - sur les panneaux habituels destinés à l'information du public et à proximité du point d'eau.

Un panneau a été installé en bordure de la RD31 au niveau de la zone de captage.

Les affiches, visibles depuis la voie publique, sont conformes aux caractéristiques fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012.

Le maire de Rumilly a, le 02/10/20, certifié l'affichage depuis le 11/08/20 de l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête conjointe (annexe 1).

Le maire de Rumilly a également certifié, le 02/10/20, le dépôt des dossiers d'enquête effectué en mairie le 20/07/20 et leur mise à disposition pendant la durée de l'enquête (annexe 2).



5/Insertion dans la presse

Les avis ont été publiés dans les journaux suivants (annexe 3) :

- L'Essor Savoyard le jeudi 20 août et le jeudi 10 septembre
- Le Dauphiné Libéré le jeudi 20 août et le jeudi 10 septembre.

6/Notification de l'enquête parcellaire

Le cabinet TERACTION, chargé de mission pour le compte de la communauté de communes a délivré une attestation de notification, datée du 08/10/20 (annexe 4). Les propriétaires des parcelles ont été destinataires le 23/07/20 d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Un affichage en mairie a été effectué pour les propriétaires non touchés par les envois en recommandé. Le bilan des notifications individuelles est joint à l'attestation.

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 10 sur 25

3^{ème} Partie : Clôture de l'enquête

1/Clôture

L'enquête a été clôturée le 2 octobre 2020 à 16 h 30, heure de fermeture de la mairie de Rumilly. Le commissaire enquêteur est venu pour fermer les registres et en a pris possession avec les différentes pièces qui y étaient attachées.

2/Classement des observations

Le tableau ci-dessous synthétise, par catégories, l'ensemble des observations déposées pendant la durée de l'enquête. Les courriers ont été insérés dans les registres ouverts en mairie dès l'enregistrement par le commissaire-enquêteur.

Ces observations sont répertoriées sous la forme suivante :

RDUPx : observations portées sur le registre relatif à la Déclaration d'Utilité Publique

CDUPx : courriers reçus en mairie relatifs à la DUP

REPx : observations portées sur le registre relatif à l'enquête parcellaire,

CEPx : courriers reçus en mairie relatifs à l'enquête parcellaire

RDUP Registre DUP	REP Registre Enquête Parcel- laire	CDUP courriers DUP	CEP Courriers EP	Total
1	2	2	1	6

3/Notification du procès-verbal des observations et mémoire en réponse

Le procès-verbal de synthèse (**annexe 5**) a été présenté et remis contre récépissé - conformément aux dispositions de l'article. R.123-18 du Code de l'Environnement - le 09/10/20 à Monsieur Jean-Pierre LACOMBE, vice-président de la Communauté de communes de Rumilly Terre de Savoie en présence de : Messieurs Yvonnick DELABROSSE, des services communautaires, Florent CLOT du service urbanisme de la commune de Rumilly et Dominique FLEURENT de Teractem.

Une copie numérique du tableau de synthèse a été adressée par mail au maître d'ouvrage.

Le mémoire en réponse et ses annexes ont été réceptionnés par courriel le 23/10/20 (**annexes 6**).

4^{ème} Partie : Observations du public

1/Analyse des observations du public et des réponses apportées par le maître d'ouvrage

Les observations du public sont reproduites dans le tableau complété par les réponses du maître d'ouvrage et par les commentaires du commissaire enquêteur.

Liminaire : Le maître d'ouvrage fait précéder ses réponses de précisions relatives au déroulement de la procédure de protection du captage.

Précisions apportées sur le déroulement de la procédure périmètres de protection : comme indiqué dans la notice explicative du dossier d'enquête publique (page 6), des investigations complémentaires ont été demandées par l'hydrogéologue agréé, afin d'améliorer les connaissances sur le réservoir aquifère et sur la nappe alimentant les captages.

Elles ont été réalisées en 2018 par le bureau d'études GINGER – BURGEAP, diligentées par la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie, soucieuse de connaître au mieux cette ressource et de disposer de données hydrogéologiques solides et récentes, compte tenu de l'environnement du point d'eau (terrains agricoles, zones constructibles). (cf annexe 01).

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 11 sur 25

Le rapport de l'hydrogéologue agréé s'est appuyé sur cette étude. Il a été rendu en octobre 2018.
Suite à la consultation des services administratifs de l'Etat (début 2019), une étude agricole a été diligentée par la CC. (cf annexe 02).

Le dossier d'enquête publique a été élaboré à la suite (dont la notice explicative, recalée en décembre 2019 pour tenir compte de l'étude agricole et du calcul des indemnités), donc avant la mise en application du PLUiH.

Compte tenu des délais en cours au niveau préfectoral puis de la période confinement du printemps 2020, l'enquête publique n'a pu se tenir avant septembre 2020.

Observation RDUP1 enregistrée le 18/09/20 par **Monsieur Paul VULLIERME**, accompagné de Monsieur Stéphane GAUDIOZ de Terre Alpine (promoteur immobilier), (registre DUP pièce 28 page 1 annexe 1).

La personne propriétaire - avec Monsieur Christian BOUVIER qui est réputé s'associer à la démarche - de la zone notée 1AUC1 concernée par les mesures de protection du captage demande à ce qu'il soit précisé que la création des réseaux secs et humides ainsi que la voirie interne des habitations soient autorisées au-delà de la limite de 60 m.

Réponse du Maître d'ouvrage :

Pour la zone 1AUC1 (classée comme telle au PLUiH depuis son approbation début 2020 – voir ci-dessous), l'autorisation de construction de bâtiment sous-entend la création de réseaux secs et humides et de voirie.

Le PLUiH a intégré les préconisations de la DUP pour cette zone, en l'incluant dans une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de type sectoriel et en définissant certaines intentions et orientations, notamment en termes paysagers et de desserte. (cf annexe 03).

La rédaction proposée dans le CDUP1 peut être retenue. Il en sera tenu compte dans la rédaction finale de l'arrêté de DUP.



Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. Le maître d'ouvrage répond aux préoccupations formulées par l'observation.

L'annexe citée évoque un programme de 48 logements minimum (20 logements/ha) et annonce la servitude liée au captage.



Orientations d'Aménagement et de Programmation

Vocation dominante des espaces

- Habitat type individuel groupé (~ 20 lgt / ha). (1)

Orientations liées à l'implantation et à la forme urbaine

- Conservation de la perspective sur l'entrée « rurale » du hameau. (2)

Orientations paysagères et environnementales

- Espace commun paysager au cœur de l'opération, organisé pour participer à l'agrément du projet et qui ne devra pas être situé dans les espaces résiduels ou difficiles d'accès. (4)
- Interface paysagère et environnementale en limite de périmètre à prévoir, dans la perspective du classement en périmètre de protection immédiat du captage de l'autre côté de la D31 (recul des constructions, espace libre) (7)
- Recul des constructions vis-à-vis des ouvrages de captage (60 m) (8)

Orientations liées aux accès à la desserte et aux stationnements

- Accès réalisé depuis la rue de Broise, à sécuriser. (6)
- Plateau pour sécuriser les déplacements au cœur de l'opération. (3)
- Continuité piétonne en cœur d'îlot. (5)

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 12 sur 25

<p>Observation CDUP1, enregistrée le 03/10/20, correspond au courrier, daté du 30/09/20, envoyé au commissaire enquêteur avec accusé de réception (1A19245371691) par Monsieur Christian BOUVIER, propriétaire de la parcelle A61 (registre DUP pièce 28 page 2 annexe 1).</p> <p>La personne relève que la construction est autorisée dans la zone 1AUC1 (1AUD de l'ancien PLU) à plus de 60 m des ouvrages de captage mais que la création de nouvelles voies de circulation routière et la création de parkings ne sont pas autorisées dans le périmètre de protection rapprochée.</p> <p>Elle souhaite que la rédaction de la prescription de l'hydrogéologue agréé soit plus explicite, par exemple sous la forme « <i>la construction de bâtiments d'habitation ainsi que la voirie, stationnement et réseaux associés, seront autorisés à une distance de plus de 60 m des ouvrages de captage, sans sous-sol et sans rejet vers le ruisseau du Vionnet</i> ».</p>
<p>Réponse du Maître d'ouvrage : idem RDUP1</p>
<p>Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. Le maître d'ouvrage répond aux pré-occupations formulées par l'observation.</p>
<p>Observation CDUP2, enregistrée le 08/10/20, correspond au courrier, déposé à la poste le 29/09/10, enregistré en mairie le 06/10/20, envoyé au commissaire enquêteur avec accusé de réception (1A16817233920) par Monsieur Paul VULLIERME, propriétaire des parcelles A265-266-268-383 et 60 (CDUP annexe 3).</p> <p>Le courrier est strictement identique à celui de Monsieur Christian BOUVIER (CDUP1). Les mêmes remarques relatives aux réseaux et aux voies de circulation sont formulées. La même proposition de rédaction de la prescription de l'hydrogéologue agréé est faite : « <i>la construction de bâtiments d'habitation ainsi que la voirie, stationnement et réseaux associés, seront autorisés à une distance de plus de 60 m des ouvrages de captage, sans sous-sol et sans rejet vers le ruisseau du Vionnet</i> ».</p>
<p>Réponse du Maître d'ouvrage : idem RDUP1</p>
<p>Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. Le maître d'ouvrage répond aux pré-occupations formulées par l'observation.</p>
<p>Observation REP1 enregistrée le 18/09/20 par Monsieur Pascal AUBERT, propriétaire de la parcelle A255 (registre EP pièce 34 page 1 annexe 2).</p> <p>La personne interroge sur les restrictions imposées sur sa parcelle en limite du périmètre de protection rapprochée alors que la construction d'un lotissement est autorisée à 60 m des captages.</p> <p>Elle demande pourquoi des constructions de villas, des extensions et des piscines ont été autorisées ces dernières années dans la zone de protection alors que l'étude était déjà lancée.</p> <p>Par ailleurs, elle souhaite savoir si la construction d'une piscine 10*5 m sera possible sur son terrain après la validation du dossier de protection du captage.</p>
<p>Réponse du Maître d'ouvrage : parcelle A255</p> <p>Les avis sur PC antérieurs à octobre 2018 (date du dernier avis hydrogéologue) se basaient sur le rapport de M. RAMPNOUX datant de 1997. Ce rapport interdisait les nouvelles constructions sur les parcelles 60, 61 et 142.les extensions n'ont jamais été interdites. La construction de piscine considérée comme une annexe restera autorisée dans la limite de travaux d'excavation ne dépassant pas 2 m de profondeur (équivalent d'un « sous-sol ») et dans la limite d'un plafond de 30 m2 d'emprise au sol. Le PC doit répondre de manière globale à la réglementation fixée par le PLUi.</p> <p>Ces extensions ou constructions de piscine seront réalisées sous couvert de la collectivité gestionnaire de l'eau potable, en privilégiant autant que faire se peut les structures hors-sol pour les piscines.</p>

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 13 sur 25

Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. Le maître d'ouvrage répond aux préoccupations personnelles formulées par l'observation au sujet des piscines. Il s'appuie sur les avis des hydrogéologues pour autoriser les constructions à proximité de la zone de captage.

Observation REP2 enregistrée le 02/10/20 par **Monsieur Michel CHATELAIN, agriculteur, en son nom et en celui de l'indivision CHATELAIN** propriétaire des parcelles A10 et 11 (registre EP pièce 34 page 2 annexe 3).

L'observation porte sur les conséquences de la mise en place du périmètre de protection rapprochée sur les surfaces agricoles exploitées. Le déposant s'inquiète de la pérennité de son exploitation du fait également d'une possible extension d'un centre commercial à l'Ouest. D'après ses informations, le captage de Broise ne présentait pas d'importance pour la collectivité - il était simplement destiné au service incendie -, d'autant qu'il était autorisé à récolter de l'herbe autour des ouvrages. Il fait part de son incompréhension devant une décision jugée brutale de son point de vue.

Réponse du Maître d'ouvrage : parcelle A10 et A11

Soucieuse de mener une concertation avec le monde agricole, la CCRTS a diligenté une étude agricole, réalisée en juillet 2019 pour évaluer l'impact et les préjudices agricoles liés à l'instauration des périmètres de protection du captage de Broise.

L'instauration du PPR a pour conséquence l'interdiction d'épandage de lisiers, purins et fumiers non compostés. (cf annexe 02).

Le montant des indemnités a été inclus dans une somme à valoir globale (cf. pièce n° 22 du Dossier d'enquête) et la CCRTS s'est engagée à verser ces indemnités sur une durée à définir avec la Chambre.

Elle donnera priorité à l'exploitant pour faucher l'emprise du PPI et récupérer l'herbe, comme actuellement, dans le respect d'un cahier des charges à définir entre l'exploitant et la CC (fauche classique, sans engrais, par temps sec, avertissement de la CC en cas de problème, etc...).

Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. La réponse précise les conditions d'exploitation dans le PPR et l'indemnisation prévue du déposant. Celui-ci ne semble pas avoir été informé des conclusions de la Chambre d'agriculture. Il n'a donc pas à ce stade donné son accord sur une proposition d'indemnisation formelle. L'annexe citée (« Evaluation des impacts et des préjudices agricoles liés à l'instauration des périmètres de protection du captage de Broise » – Chambre d'agriculture Savoie Mont-Blanc – rapport phase 1 – juillet 2019 – 14 pages) aurait mérité d'être incluse dans le dossier d'enquête pour étayer l'évaluation des dépenses à prévoir au niveau agricole (40.000 €).

INDEMNITE PLAFOND A PERCEVOIR ET REPARTITION DES VERSEMENTS

Selon le protocole d'accord départemental, les indemnités sont plafonnées au montant de l'indemnité d'éviction qui serait versée en cas d'expropriation des terrains concernés, calculée à la date de l'acte de DUP.

Exploitant **Michel CHATELAIN**

INDEMNITE D'EVICION calculée sur la base de la marge brute de l'exploitation = 0,900 €/m²

TYPE	Genre d'interdit en P. Rapproché	Indemnité calculée annuellement	durée	Indemnité plafond à percevoir
A	Purin, Fumier sur prairies	4 833 €	13	61 071 €

L'indemnité annuelle d'un montant de 4833 € serait versée pendant 13 ans pour atteindre le plafond correspondant à l'indemnité d'éviction (sur la base de la marge brute d'exploitation).

CONCLUSION :

Comme discuté à la Communauté de communes et au regard de l'allègement des prescriptions agricoles de la DUP, nous proposons de mettre en place cette indemnité sur une **durée de 8 ans**. Ce qui amène à un montant global de 38 664€ d'indemnisation, cohérent par rapport aux impacts techniques (perte de rendement fourrager, perte de fumure organique à substituer par du compost ou engrais minéraux, frais de mécanisation supplémentaires), économiques et moraux subit par Mr Chatelain.

Total indemnité à verser : 4833 * 8 = 38 664 €

Nous proposons également que cette indemnité soit clôturée en cas de départ à la retraite avant ces 8 années. L'objectif sera alors de rester en veille sur les éventuels vente de terrain dans le PPR afin d'envisager l'acquisition des parcelles. Cela permettra au syndicat de maîtriser les pratiques agricoles du périmètre en établissant un bail à clauses environnementales avec chaque agriculteur. Si des particuliers restent propriétaires du foncier, ces derniers devront informer les utilisateurs des restrictions d'usage sur la zone (notamment en cas de reprise de foncier par un nouvel agriculteur) et l'indemnité ne sera pas reconduite.

Observation CEP1 enregistrée le 18/09/20 correspond au courrier, daté du 14/09/20, envoyé au commissaire enquêteur par **Monsieur Marc BERTRAND, au nom de l'indivision** propriétaire de la

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

parcelle AK18 (registre EP pièce 34 page 2 annexe 2).

L'indivision (2 filles et 2 garçons héritiers de leur grand-père le Docteur Henri ALLARD) rappelle les modalités de l'exploitation agricole de leur parcelle et l'évolution de son classement en matière d'urbanisme au fil du temps. Elle constate que, suite à la dernière révision (PLUi), la surface potentiellement constructible passe de 57090 m² (antérieurement 32351 m² en zone 1AUb et 24739 m² en zone 1AUbb) à 27594 m² (en zone 2AU). L'indivision interroge sur la diminution de la surface constructible et sur l'avenir de son terrain. Elle indique ne pas avoir eu en temps utile l'information sur le PLUi.

Réponse du Maître d'ouvrage : parcelle AK18

La surface constructible à ce jour fait suite à des échanges avec les services de l'Etat dans le cadre du PLUiH qui portaient essentiellement sur l'intérêt d'urbaniser ce secteur à ce jour agricole.

La démarche du périmètre de protection ne vient pas réduire les surfaces arrêtée au PLUiH.

Interrogé sur ce point, le Pôle Aménagement du Territoire et Urbanisme de la CCRTS (Mme Caroline CARLIER) nous a répondu par mail :

« Voici les documents suite à notre rencontre :

- L'avis de l'Etat lors de la consultation post-arrêt du PLUiH qui a été joint au dossier d'enquête publique : page 27/28 (bas de page : secteur le Bouchet) (cf annexe 04)
- L'OAP Broise du PLUiH . (cf annexe 03).
- A l'arrêt du PLUiH, à l'enquête publique le secteur du Bouchet était identifié comme ça :

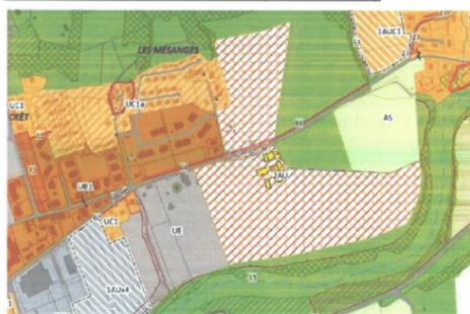


- A l'approbation du PLUi, suite à discussion avec l'Etat suite à son avis :



Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. L'observation n'a, a priori, pas de lien avec la procédure en cours puisqu'elle concerne le PLUi. Pour autant, une ambiguïté apparaissait dans la mesure où la diminution du potentiel de construction sur la parcelle AK18 correspond à la limite Sud du périmètre de protection rapprochée. A la lecture de l'annexe 4 citée (et reproduite ci-dessous), on retient que la réduction de la zone constructible, au Sud du captage, ne relève pas de la proposition de délimitation du périmètre de protection du captage de Broise mais de considérations liées à la limitation de consommation des espaces agricoles, imposées par le cadre réglementaire (notamment le Scot).

Zones 2 AU, UE et 1AUX4 (Le Bouchet)



Ces zones de plus de 14 ha pour la zone 2 AU et de plus de 4 ha pour la zone 1AUX4 dédiée aux commerces auraient un impact particulièrement marqué sur les espaces agricoles et sur l'exploitation agricole présente. L'intérêt d'urbaniser aujourd'hui ce secteur n'est pas prouvé compte tenu du potentiel important de la commune pour l'habitat.

2/Analyse des réponses apportées aux questions complémentaires du commissaire enquêteur

En complément, en se référant à l'étude du dossier, à sa visite du site de captage ainsi qu'aux réflexions et commentaires entendus au cours de ses permanences, le commissaire enquêteur invite le maître d'ouvrage à préciser plusieurs points. **Le commissaire enquêteur a, en liminaire dans son procès-verbal de synthèse, souhaité attirer l'attention du maître d'ouvrage sur l'importance des compléments à apporter à ses questionnements. Ils sont à posés dans la perspective d'éviter l'ouverture de contentieux ultérieurs.**

Au sujet de l'intérêt stratégique du captage de Broise pour l'alimentation en eau potable de Rumilly :

La notice explicative du projet (pièce 21) évoque une demande d'autorisation de dérivation de 800 m³/j au niveau du captage de Broise (page 18).

L'exploitant estime à 650 m³/j le volume utilisable (page 17). Le rapport de l'hydrogéologue agréé note (pièce 23 page 4) que la production du captage est de l'ordre de 2 à 6% de la production en ayant fourni à la collectivité 45800 m³ en 2015 et 27525 m³ en 2016 (sur un besoin de 1,6 à 2,3 millions de m³).

Le maître d'ouvrage (la communauté de communes) est invité à préciser l'intérêt de conserver l'exploitation de ce point d'eau sachant que sur sa consommation de 2,75 millions de m³, la moitié (1,5 millions de m³) est déjà importée.

Réponse du Maître d'ouvrage :

La CCRTS réaffirme l'intérêt stratégique de la ressource de Broise pour les raisons suivantes :
« Les différents épisodes de sécheresse en 2018 et 2019 nous amènent à être très prudent dans la gestion de nos ressources qui sont limitées. Dans les périodes d'étiage notre alimentation en eau est tributaire en grande partie de la nappe de Madrid qui vient compenser la baisse de débit des ressources gravitaires.

L'usage intensif de cette ressource nous a amenés à deux constats :

- la baisse importante de la nappe nous amène à réduire notre débit de prélèvement.
- la mise à sec du ruisseau du Dadon est très certainement lié à ce prélèvement (étude en cour au niveau du contrat rivière du Chéran) et l'on peut s'attendre à ce que l'on nous demande dans le cadre de la mise en place des débits réservés pour le milieu naturel à ne pas prélever en dessous d'une certaine cote.

Pour ce qui est de l'entente que l'on a avec le Grand Annecy, elle nous permet de disposer d'un débit annuel de l'ordre de 240 000m³ au niveau du point d'eau de chez Grillet à Chavanod. Ce volume atteint à plusieurs reprises nous amène à le réserver pour les périodes

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 16 sur 25

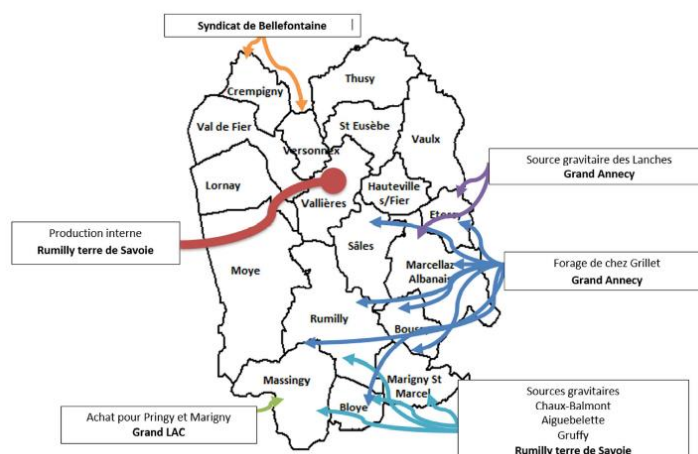
d'étiage sévère. (Cf annexe 05),

Au vu de ces analyses nous avons besoin d'utiliser au maximum la ressource de Broise de façon à différer au maximum les prélèvements au niveau de la nappe de Madrid. »

Autres points importants concernant la ressource de Broise :

- Suite au dernier RPQS (Cf annexe 06), ce point d'eau a été exploité à hauteur de 220 000 m³, soit environ 6% de la production totale de la CC.
- Son exploitation a peu d'impact sur le milieu naturel, situé juste en amont de la confluence Chéran-Fier, contrairement à d'autres ressources alimentant la CC et notamment les forages de Madrid, exploitant la nappe du Dadon, particulièrement vulnérable en période sèche.
- Ressource gravitaire au débit relativement stable, l'exploitation du point d'eau de Broise (principalement en période d'étiage) permet de réduire la pression sur les autres points d'eau en ces périodes de tension.
- Son exploitation permet de limiter les volumes importés de l'extérieur et d'assurer davantage son autonomie.

Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. On comprend que l'intérêt du captage n'est pas exclusivement quantitative au regard de la consommation de la collectivité (6%). Il réside d'une part dans la préservation de la possibilité d'alimentation par le Grand Annecy (Chavanod) et, d'autre part, dans l'atténuation de l'impact environnemental de l'exploitation de la nappe de Madrid qui s'accompagne de l'assèchement d'un cours d'eau superficiel (ruisseau du Dadon). L'exploitation du captage en 2019 (220.000 m³) est nettement supérieure à celle des années précédentes (citées dans le dossier d'enquête). Une mise à jour de la notice explicative aurait été utile.



Au sujet de la constructibilité dans les limites du périmètre de protection rapprochée :

Le PLUi (arrêté le 03/06/19 et approuvé le 03/02/20) intègre les prescriptions formulées dans l'avis d'hydrogéologue agréé du 04/10/18 (pièce 23). Cela se traduit dans le règlement d'urbanisme par des limitations de la surface des extensions des constructions existantes (page 11). Pourtant, l'urbanisation d'une zone située immédiate à l'Ouest du captage porteuse d'une Opération d'Aménagement Programmé (1AUC1) se trouve explicitement autorisée. Les observations enregistrées soulèvent la question d'une éventuelle différence d'appréciation, de la part du maître d'ouvrage, lors de l'élaboration du PLUi, entre cette zone, les parcelles déjà construites au Nord et à l'Ouest et la diminution des surfaces potentiellement constructibles situées plus au Sud (2AU).

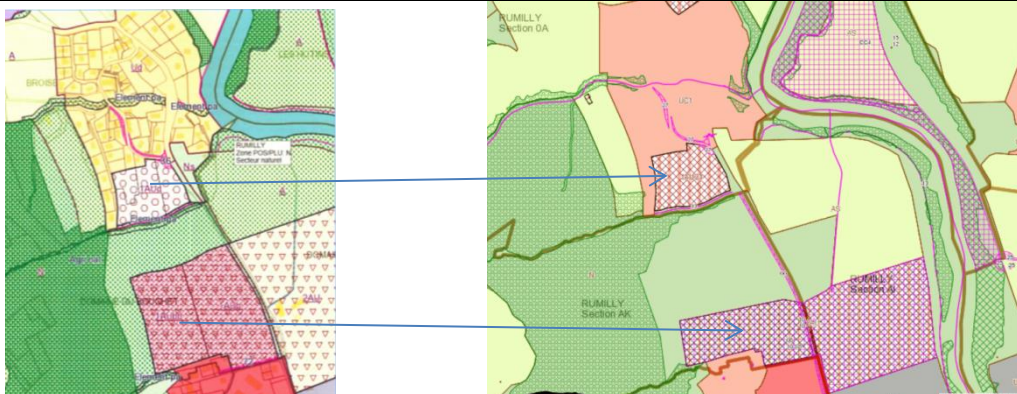
Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 17 sur 25



Extrait PLU figurant dans la note explicative

PLUi en vigueur

Le maître d'ouvrage est invité à apporter des précisions sur la prise en compte et sur l'intégration des contraintes de protection du captage lors de l'élaboration du PLUi.

Réponse du Maître d'ouvrage :

Interrogé sur ce point, l'hydrogéologue agréé Marc DZIKOWSKI a précisé les points suivants :

« Au sujet de la constructibilité dans les limites du périmètre de protection rapprochée :

Les raisons figurent page 11 de mon rapport

Sur le versant ouest des captages, on note :

- La présence d'une couverture limono-argileuse peu perméable qui s'épaissit en direction de l'Ouest pour atteindre au moins 5 à 6 m au-delà de la zone des 60 m des captages. Cette couverture offre une protection au-dessus de l'horizon graveleux aquifère.
- Au-delà de la zone des 60 m, la surface de la nappe est rencontrée à plus de 5 m sous la surface du sol. Cette profondeur s'accroît encore avec l'élévation du relief vers l'ouest.

Les constructions peuvent être autorisées sous la responsabilité de la commune garantissant en particulier l'intégrité de la couverture protectrice en cas de travaux.

Vers le sud des captages dans l'axe de la vallée, on note :

- L'absence de couverture, les graviers aquifères affleurant en surface ou sous une faible épaisseur de sol
- La nappe est rencontrée à moins de 1 m sous la surface du sol.

Le secteur au sud des captages est donc plus sensible vis-à-vis des pollutions de surface même à distance plus éloignées des ouvrages. »

Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. On retient que la question de l'urbanisation à l'Ouest du captage a été analysée dans le cadre de la définition des périmètres de protection. La protection de la ressource en eau est considérée en fonction de l'épaisseur de la couverture argileuse de la ressource en eau reconnue par sondage. Ce point était important à souligner dans la mesure où il paraissait contradictoire d'autoriser l'acte de construire très proche du captage dans un secteur actuellement vierge.

Au sujet de la distance de 60 m non constructible au Nord de la D31 : L'avis d'hydrogéologue agréé autorise la construction, dans la zone 1AUC1, au-delà d'une bande de 60 m sans en préciser les fondements.

Le maître d'ouvrage est invité à apporter des précisions sur la justification hydrogéologique de cette restriction, et, sur les prescriptions d'usage et d'entretien de cet espace.

Réponse du Maître d'ouvrage :

Interrogé sur ce point, l'hydrogéologue agréé Marc DZIKOWSKI a précisé les points suivants :

« Au sujet de la distance de 60 m non constructible au Nord de la D31 :

La réponse à la question précédente répond également à cette question. On peut toutefois préciser pourquoi les constructions ne sont pas autorisées dans la bande des 60 m. Premièrement, la couverture de protection s'amointrit avec le replat topographique. Deuxièmement, on se rapproche des captages et les temps de transfert d'une pollution pouvant atteindre ces derniers se réduisent fortement avec l'accentuation des gradients hydrauliques marquant une accélération des vitesses de circulation des eaux souterraines. »

Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. La justification de la bande non constructible se trouve dans la faible épaisseur de l'aquifère en parallèle de la zone de captage.

Au sujet du captage : La description du captage dans l'avis d'hydrogéologue agréé (04/10/18) se fonde sur les éléments d'un rapport plus ancien (J-P.Rampnoux 1997) qui n'est pas annexé. La position alignée des 3 ouvrages de captage le long de la D31 et leur écoulement gravitaire vers la station de pompage laisseraient supposer une alimentation principale par le Nord.

Le maître d'ouvrage est invité à produire un plan des ouvrages.

Réponse du Maître d'ouvrage :

Le rapport de M. DZIKOWSKI s'est basé sur celui de M. RAMPNOUX de 1997.

Ces rapports font état de descriptif des ouvrages uniquement, à partir des données techniques collectées sur le terrain auprès des services techniques de la collectivité. Après recherche dans les archives, aucun plan des ouvrages n'a été retrouvé concernant le point d'eau de Broise.

Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. Les caractéristiques techniques et le fonctionnement des ouvrages n'ont pas été nécessaires aux intervenants pour délimiter les périmètres de protection. Toutefois, le prélèvement s'effectue par gravité dans les ouvrages selon un axe Ouest-Est alors que la limite des périmètres suit un axe Nord-Sud. Ce point serait à éclaircir pour pérenniser la ressource et optimiser son exploitation. Le rapport d'études complémentaires, présenté en annexe 1 du mémoire en réponse, ne précise pas davantage la conception des ouvrages. L'incidence du vallon du Moulin creusé vers le Chéran n'est pas mise en évidence sur les cartes piézométriques

Au sujet de l'information parcellaire : Dans le cadre de l'enquête parcellaire, les propriétaires des parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée ont été destinataires d'une notification dont le contenu n'est pas indiqué dans les éléments à disposition du public. Le maître d'ouvrage est invité à préciser le détail des pièces adressées aux propriétaires avec la notification de l'enquête.

Réponse du Maître d'ouvrage :

TERACTEM a été chargé par la CC de coordonner et piloter l'ensemble de la procédure d'instauration des périmètres de protection, tant sur la phase technique que sur la phase administrative d'enquête publique.

Dans le cadre de cette dernière tous les propriétaires ont été informés de cette enquête sous forme de notifications individuelles d'ouverture d'enquête, accompagnée d'un courrier d'explication du maître d'ouvrage, d'un avis d'enquête et d'un questionnaire, adressés avant l'enquête sous pli recommandé avec accusé de réception à chacun des propriétaires, indivis,

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 19 sur 25

usufruitiers et ayants droits identifiés ou présumés des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Une synthèse + certificat a été envoyé par courrier au CE le 8 octobre dernier (cf annexe 07).

Un affichage réglementaire a eu lieu sur place (site de Broise) et sur le panneau d'affichage de la mairie de Rumilly (affiche jaune fluo format A2).

4 parutions dans la Presse (2 au Dauphiné Libéré), 2 à l'Essor Savoyard, ont été insérées au niveau des annonces légales, toutes envoyées en mairie pour être placées dans le dossier d'enquête.

Les pièces principales du dossier dématérialisé ont été transmises à l'ARS en juillet dernier et ont ensuite été mises en ligne sur le site de la Préfecture sur la page des enquêtes publiques, comme indiqué dans l'avis d'enquête envoyé à chaque propriétaire.

Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. Le maître d'ouvrage a assuré une information des propriétaires recensés dans le périmètre de protection rapprochée. La faible participation du public ne relève pas d'un défaut de publicité.

Au sujet de la qualité de l'eau brute : Le rapport d'analyse figurant au dossier correspond à un prélèvement effectué le 08/02/17. Il ne révèle pas d'anomalie.

Le maître d'ouvrage est invité à préciser la qualité de l'eau brute actuelle sinon à une date plus récente.

Réponse du Maître d'ouvrage :

Mail envoyé par l'ARS au CE le 29/09/2020 :

« Pour faire suite à notre entrevue sur le site de Broise à Rumilly, je vous joins la chronique mise à jour de la qualité des eaux du captage de Broise (cf annexe 08).

La dernière analyse sur le captage date de cette année. La fréquence réglementaire de suivi de ce captage est de 5 ans. Il y a donc peu d'analyses. On note la présence de nitrates en diminution depuis 2012 avec des valeurs en dessous des limites réglementaires en lien probablement avec la présence d'une parcelle de maïs qui jouxte la zone captante et la mise en place d'une zone tampon récente.

Vous trouverez aussi le bilan des analyses en production sur la station de traitement au chlore de Broise. Une seule analyse d'eau brute réalisée en 2007. Les autres analyses sont réalisées sur l'eau traitée. Elles sont toutes conformes depuis 15 ans. »

La dernière analyse en date réalisée est de juillet 2020. Cette analyse est transmise au CE (cf annexe 09).

Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. L'ensemble des éléments qualitatifs produits attestent d'une qualité d'eau conforme aux exigences de santé publique.

Au sujet de l'autorisation d'exploiter le captage : Le captage est exploité pour l'alimentation humaine depuis sa création en 1947. La poursuite de l'exploitation pour les besoins de la commune est-elle envisageable/et envisagée sans l'aboutissement de la procédure de déclaration d'utilité publique en cours ?

Le maître d'ouvrage est invité à obtenir l'avis de l'autorité sanitaire sur cette question.

Réponse du Maître d'ouvrage :

Réponse ARS : la mise en place des périmètres de protection sur cette ressource est une obligation légale et réglementaire (Code de la Santé Publique). Si la procédure de protection du captage n'aboutit pas. Le captage sera abandonné par la collectivité. En cas de recours,

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 20 sur 25

l'ARS demandera à la collectivité de réengager cette procédure en tenant compte des blocages. La collectivité est libre d'abandonner ce captage.

Complément CCRTS : compte tenu des besoins en eau croissants et des périodes d'étiage et de déficits hydriques de plus en plus fréquentes, la CC n'a pas la possibilité de se passer d'une telle ressource et ne peut compter sur des ressources alternatives fiables à l'heure actuelle.

La poursuite de l'exploitation de cette ressource n'est pas envisagée sans l'aboutissement de la procédure.

Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. Le commissaire enquêteur retient que le captage devrait être abandonné si la procédure de protection n'aboutissait pas. Il note que la collectivité confirme sa volonté de poursuivre l'exploitation de ce point d'eau dans le cadre réglementaire. A défaut d'aboutissement de la DUP, la communauté de communes cesserait d'utiliser le captage de Broise.

Au sujet de l'entretien des captages : L'avis d'hydrogéologue agréé (pièce 23 pages 10-11) préconise la réalisation de plusieurs aménagements des ouvrages de captage et du périmètre de protection immédiate (capots, aération, clôture, cunette...).

Le maître d'ouvrage est invité à préciser les éventuelles raisons objectives qui l'ont conduit à différer ces investissements relativement mineurs.

Réponse du Maître d'ouvrage :

Tous les travaux préconisés dans le cadre de dossier seront mis en œuvre dès la DUP prise. Ils ont fait l'objet d'un chiffrage, inclus au dossier.

La CC a pris la compétence eau potable en 2011 et devant l'importance du nombre de dossiers de protection de la ressource, s'est attachée à traiter prioritairement la partie du réseau hors délégation (toutes les communes sauf Rumilly), laissant faire la société d'affermage pour la gestion sur Rumilly.

Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. Le commissaire enquêteur avait relevé une contradiction entre l'intérêt stratégique avancé par le maître d'ouvrage et l'état d'abandon du périmètre de protection du captage. La réponse de la collectivité n'est pas convaincante dans la mesure où elle a encadré le projet de protection depuis 2017. Des instructions formelles pouvaient être données à la société fermière pour réaliser les aménagements requis.

Au sujet de la RD31 : La notice explicative du projet (pièce 21 page 9) mentionne que le conseil départemental (dans un courrier du 04/08/04) considère comme irréalisable techniquement la mise en place d'une glissière et d'un fossé étanche le long du périmètre de protection immédiate.

Le maître d'ouvrage est invité à faire savoir si la position de la collectivité départementale a évolué et si le maintien en l'état est compatible avec la protection du captage contre les pollutions accidentelles.

Réponse du Maître d'ouvrage :

Suite à une visite sur place le 12 octobre 2020, avec M. Pierre KATCHETKOF, responsable du CERD de Rumilly, et M. DELABROSSE, de la Communauté de Communes, il en ressort les points suivants :

- Depuis 2004, date de l'avis du CTD de Rumilly, une double canalisation eaux pluviales / eaux usées a été construite sur le bord amont de la route (côté habitations), avec création d'une surlargeur, ce qui permet un exutoire facile pour les eaux de ruissellement de la route.

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 21 sur 25

- Il ne semble pas impossible de mettre en place un système empêchant les véhicules de se renverser sur la zone de captage. Compte tenu du contexte, la solution d'un merlon montagne (Muret Véhicules Légers) serait préférable, et permettrait en même temps de collecter les eaux de ruissellement et de les empêcher de s'écouler vers la zone captante.
- On note la présence d'un point bas (juste avant la courbe) sur la chaussée. Les eaux collectées pourraient être redirigées vers la canalisation eaux pluviales existante.
- Un projet plus structuré, avec chiffrage correspondant, pourrait être confié au Bureau d'Etudes de la Voirie à Annecy. TERACTION contacte Julien HOUEL (responsable de l'Arrondissement d'Annecy et Directeur Adjoint Investissement Pôle Route au Conseil Départemental Haute-Savoie) à ce niveau, afin de voir la faisabilité de cette étude, qui ne pourra en l'état être réalisée à court terme.
- Salage de la route : compte tenu du type de trafic (transports scolaires, camions se rendant à la déchetterie de Broise), il n'est pas envisagé de réduire le salage sur la portion de route bordant le PPI. M. KATCHETKOF note que les taux en chlorure de sodium sont dans le secteur de Rumilly, les plus faibles du département.

Commentaire du Commissaire enquêteur : dont acte. Le tracé de la route à l'amont immédiat des captages constitue un risque souligné dans l'avis de l'hydrogéologue agréé. La mise en œuvre de mesures destinées à éviter tout écoulement de la plateforme routière vers les captages sont, impérativement, à mettre en œuvre pour justifier la DUP.

3/Synthèse de l'analyse des observations du public

Les observations analysées ci-dessus peuvent être distinguées en 2 groupes

Sur la Déclaration d'Utilité Publique : les **3 observations** sont relatives à l'Opération d'Aménagement Programmée retenue au PLUi (**RDUP1, CDUP1, CDUP2**).

Sur l'Enquête Parcellaire : les **3 observations** abordent autant de sujets différents (**RP1, REP2, CEP1**).

3.1/Les thèmes abordés

Le classement des observations permet de mettre en évidence les différents thèmes sur lesquels sont fondés les avis du public.

Sur la Déclaration d'Utilité Publique:

Elles concernent la demande de précisions sur la bande non constructible et sur la réalisation des infrastructures (desserte et réseaux).

Sur l'Enquête Parcellaire:

Les observations concernent : les règles de construction à l'Ouest de la zone de captage (**REP1**), la pérennité de l'agriculture (**REP2**), la diminution du potentiel constructible (**CEP1**).

3.2/Commentaires

Sur la Déclaration d'Utilité Publique : Le maître d'ouvrage apporte sans ambiguïté les précisions demandées.

Sur l'Enquête Parcellaire:

▫ Le maître d'ouvrage répond clairement à la question soulevée au sujet de la possibilité de construire à l'Ouest de la zone de captage et sur l'autorisation d'installer des piscines (**REP1**).

▫ Pour la poursuite des activités agricoles dans le périmètre de protection rapprochée (**REP2**), le maître d'ouvrage apporte des éléments de réponse qui démontrent que l'instauration des périmètres de protection ne devrait pas mettre en péril l'exploitation agricole existante. Il confirme avoir prévu des indemnités sur la base de l'expertise confiée à la Chambre d'agriculture. La communication des résultats de l'estimation à l'intéressé, dès leur disponibilité, aurait permis de

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

le rassurer le déposant.

▫ La différence de zonage enregistrée sur la parcelle AK18 (**CEP1**) pouvait s'interpréter comme motivée par la protection du captage de Broise. L'argument était fragile dans la mesure où la construction de nouveaux immeubles était autorisée à plus de 60 m à l'Ouest des ouvrages de captage. Le maître d'ouvrage apporte une réponse fondée sur les seules motivations urbanistiques relatives à la consommation des espaces agricoles.

5^{ème} Partie : Conclusions du commissaire enquêteur sur le déroulement de l'enquête

1/Rappel succinct du projet soumis à l'enquête

La Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie porte la procédure de protection du captage de Broise à Rumilly, destinée au renforcement de son alimentation en eau potable. Elle a demandé l'organisation de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet ainsi que celle de l'enquête parcellaire conjointe. Le captage de Broise est exploité depuis 1947 par la commune de Rumilly pour ses besoins propres.

La procédure engagée correspond à la régularisation administrative du point pour autoriser la dérivation des eaux, acquérir par voie d'expropriation - à défaut d'accord amiable - les terrains nécessaires à la création du périmètre de protection immédiate et de grever de servitudes légales les terrains compris à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée.

2/Les commentaires du commissaire enquêteur sur le déroulement de l'enquête

La conduite de l'enquête amène le commissaire enquêteur à énoncer ses considérations d'ordre général sur l'ensemble de la procédure.

Sur la procédure : Les conditions de l'enquête ont respecté la législation en vigueur pour ce qui concerne l'arrêté du Préfet de Haute-Savoie, les avis de publicité dans la presse, l'affichage, la disponibilité des registres (certifiée par le maire de Rumilly), la tenue des permanences.

Sur l'affichage : L'affichage et le dépôt des dossiers ont été certifiés par le maire de Rumilly.

Sur la composition du dossier d'enquête : Le dossier complet a été déposé au siège de l'enquête, la mairie de Rumilly. La complétude du dossier a été vérifiée et constatée par le commissaire enquêteur à l'ouverture de l'enquête (le 07/09/20) et à la clôture de l'enquête (le 02/10/20).

Sur la compréhension et la lisibilité du dossier : Le dossier est clairement rédigé et sa lecture compréhensible pour un public large. Son actualisation n'a pas été assurée (PLUi, exploitation du captage), a priori du fait de la période de confinement sanitaire qui a perturbé le calendrier initial.

Sur le déroulement des permanences : Aucune perturbation et aucun incident n'a été enregistré au cours des permanences. Le service urbanisme de la commune de Rumilly et les représentants du maître d'ouvrage se sont montrés coopératifs.

Sur le bilan des observations enregistrées : Les observations enregistrées (6) ne sont pas hostiles au projet. Les remarques portent sur des points particuliers concernant principalement les règles relatives à la constructibilité dans le périmètre de protection rapprochée et la poursuite des activités agricoles.

Sur la forme du dossier d'enquête : Le commissaire enquêteur note que le dossier soumis à 'enquête aurait pu utilement être étayé par l'expertise de la chambre d'agriculture et par les annexes au rapport de l'hydrogéologue agréé.

Sur le procès-verbal de synthèse des observations : Le procès-verbal de synthèse a été commenté au cours d'une rencontre, qui a eu lieu le 9 octobre 2020, au siège de la Communauté de communes. A l'issue de la réunion, le document a été paraphé en double exemplaire par le com-

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 23 sur 25

missaire enquêteur et par le représentant du pétitionnaire qui a été invité à transmettre d'éventuelles observations en réponse dans un délai de 15 jours.

Sur le mémoire en réponse du maître d'ouvrage : Le mémoire, adressé par courriel le 23 octobre, aborde chacun des points formulés en synthèse dans le procès-verbal des observations.

3/Conclusions sur l'opportunité et le déroulement de l'enquête

Sur l'opportunité : L'opportunité de l'enquête est avérée dans la mesure où la poursuite de l'exploitation de la zone de captage de Broise est considérée comme stratégique et indispensable par le maître d'ouvrage pour conforter l'alimentation en eau potable de la ville de Rumilly.

Les contraintes apportées aux propriétés foncières justifient l'organisation de l'enquête parcellaire conjointe.

Sur le déroulement : Les moyens conformes ont été mis en œuvre pour l'information du public et le recueil de ses observations. Les permanences ont été assurées dans des lieux dédiés et librement accessibles conformément aux règles sanitaires imposées.

Sur les observations : Le bilan des observations enregistrées montre que le public manifeste peu d'intérêt pour la problématique d'alimentation en eau potable de la collectivité. Les questionnements portent sur des intérêts particuliers.

Aussi,

Considérant l'ensemble des décisions et des documents produits, les dispositions prises pour l'information et l'accueil du public, les observations du public et les réponses du pétitionnaire, et après avoir exprimé mes commentaires et conclusions

je soussigné, Philippe Jacquemin, certifie que tous les éléments et les conditions étaient réunis pour que les enquêtes publiques conjointes - relative l'une à la déclaration d'utilité publique du captage de Broise à Rumilly et l'autre à l'enquête parcellaire - ouverte par le Préfet de Haute-Savoie pour la communauté de commune de Rumilly Terre de Savoie, ait pu se dérouler conformément au cadre réglementaire établi.

A Mûres le 29 octobre 2020

Philippe Jacquemin
Commissaire enquêteur

Liste des annexes

Annexe 1 : attestation d'affichage certifiée

Annexe 2 : attestation de dépôt des dossiers certifiée

Annexe 3 : insertions presse

Annexe 4 : attestation de notification de l'enquête parcellaire

Annexe 5 : procès-verbal de synthèse du 09/10/20 et ses annexes

Annexe 6 : mémoire en réponse final du maître d'ouvrage du 23/10/20 et ses annexes

Département de Haute-Savoie : Enquêtes conjointes préalables à la déclaration publique et parcellaire du captage de Broise à Rumilly destiné à l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie

DOCUMENT 1 : Rapport du commissaire enquêteur sur les enquêtes publiques

Philippe Jacquemin, commissaire enquêteur

29 octobre 2020

page 25 sur 25